

Zapantis, Andrew L. *Greek-Soviet Relations, 1917-1941*. New York, Columbia University Press, Coll. « East European Monographs », no. CXI, 1982, 648 p.

Dimitri Kitsikis

Volume 15, numéro 1, 1984

Les processus décisionnels en matière de commerce extérieur :  
quelques éléments de réflexion à la lumière de l'expérience  
québécoise

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701645ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701645ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kitsikis, D. (1984). Compte rendu de [Zapantis, Andrew L. *Greek-Soviet Relations, 1917-1941*. New York, Columbia University Press, Coll. « East European Monographs », no. CXI, 1982, 648 p.] *Études internationales*, 15(1), 254–256. <https://doi.org/10.7202/701645ar>

ZAPANTIS, Andrew L. *Greek-Soviet Relations, 1917-1941*. New York, Columbia University Press, coll. « East European Monographs », no. CXI, 1982, 648 p.

Voilà bien un livre longtemps attendu. En effet, le sujet traité est d'une importance capitale et, pourtant, à ce jour, aucun ouvrage n'en avait couvert l'ensemble. La Grèce et la Russie ont eu des rapports privilégiés au cours des siècles, à plus d'un titre: a) Les deux peuples font partie de la Région intermédiaire du continent eurasiatique, de cette vaste région de civilisation entre Occident et Orient (ou Extrême-Orient), qui comprend l'Europe orientale et l'Asie jusqu'au fleuve Indus au sud, et toute la Sibérie au nord. b) La Russie est la fille aînée de l'Église orthodoxe grecque, dont le patriarche oecuménique siège toujours à Istanbul (Constantinople). Ce dernier s'était rendu à Moscou, en 1589, et y avait installé le patriarcat russe, qui devint ainsi le cinquième siège patriarcal de l'orthodoxie, après ceux de Constantinople, Antioche, Jérusalem et Alexandrie. L'Église grecque était pour Moscou, la source de la foi, source unique, pure et immaculée. c) Quand, au XVIII<sup>ème</sup> siècle, l'Empire ottoman décline, l'aristocratie et la bourgeoisie grecques qui dominent celui-ci, se tournent vers Moscou et l'appellent à s'emparer de la succession impériale. La bourgeoisie ottomane de nationalité grecque place, après 1774, sa puissante flotte marchande sous pavillon russe. Sous chaque uniforme des consuls russes qui essaient à travers l'Empire, on découvre un Grec. Le président du premier État grec indépendant, en 1827-1831, Ioannis Kapodistrias, avait été ministre russe des Affaires étrangères. d) La révolution grecque de 1821 est organisée en Russie, à Odessa, par des marchands grecs et c'est un général de l'armée russe qui était grec, le prince Alexandros Ypsilantis, qui la déclenche, en passant la frontière russe et en envahissant, en février 1821, la Roumanie ottomane. e) Au XIX<sup>ème</sup> siècle, dans le nouvel État grec, le parti « russe » est le parti soutenu par le peuple et il laisse loin derrière lui les partis « anglais » et « français », qui eux font figure de partis étrangers. f) La montée du panslavisme dans la deuxième moitié du

XIX<sup>ème</sup> siècle, concurremment à la transformation de l'État d'Athènes en un protectorat occidental anglo-français, qui s'efforce d'arracher le pays à ses racines culturelles si proches des Russes, sape les fondements du sentiment pro-russe de la population grecque. Cette dernière verra désormais dans le slavisme, exprimé par les Serbes et surtout par les Bulgares, un danger pour sa survie. Néanmoins, il y demeure la nostalgie du temps où cette « fille aînée » n'avait pas encore « trahi » la source grecque de son inspiration. g) Le communisme grec sait exploiter, jusqu'à un certain point, ce sentiment pro-russe des profondeurs, qui reste vivace, surtout dans l'âme paysanne et les milieux religieux, dans la mesure où leur occidentalisation demeure incomplète et malgré un slavisme serve et bulgare qui devient tout aussi agressif que l'hellénisme.

Le 16 octobre 1912, Lénine dans la *Pravda*, salue la quadruple alliance de la Serbie, de la Bulgarie, du Monténégro et de la Grèce, dans la première guerre balkanique contre l'Empire ottoman, et écrit que c'est l'Europe qui « empêche l'établissement d'une république fédérale des Balkans » (p. 17). Le Comintern fondé à Moscou, en mars 1919, réussit à attirer à lui la Fédération socialiste balkanique (Bulgarie, Grèce, Roumanie, Serbie) qui avait été fondée en 1910. Celle-ci fut transformée, en janvier 1920, en *Fédération communiste balkanique*, avec siège à Sofia, qui rejoignit la III<sup>ème</sup> Internationale, dont elle constitua la section balkanique. Le parti communiste bulgare en était l'âme. La conséquence de cette situation fut que, dès le départ, la *Fédération* se déclara en faveur de la formation d'un État macédonien et thrace, ce qui était conforme aux intérêts nationaux bulgares, mais non grecs ou yougoslaves. L'appui que le Comintern – et donc l'Union soviétique – donna à cette revendication territoriale bulgare, rappela la politique tsariste qui, ayant lâché les Grecs pour les Slaves du sud, avait transformé le peuple grec, traditionnellement pro-russe, en anti-slave. Le parti communiste grec, déchiré qu'il était entre sa fidélité au Comintern et les intérêts nationaux de son pays, en fit les frais. Pendant onze ans, de 1924 à 1935, le PC grec dut s'aligner sur les positions bulgares, causant un tort certain au

mouvement communiste dans ce pays. À la suite de l'invasion de la Grèce, en avril 1941, par les Allemands, leurs alliés bulgares s'emparèrent de la Macédoine orientale et de la Thrace grecques et les incorporèrent à la Bulgarie. Le PC bulgare ne protesta pas contre cette annexion.

Au niveau gouvernemental, les relations gréco-soviétiques furent, dès le départ, tendues. En effet, en 1919, le premier ministre grec, E. Vénizélos, répéta le geste de Cavour qui, en 1855, avait envoyé des troupes piémontaises dans la guerre de Crimée contre les Russes, afin de s'assurer le soutien des puissances occidentales à sa politique d'expansion nationale. Vénizélos décide donc d'envoyer trois divisions grecques en Russie méridionale, à Odessa, pour combattre la révolution bolchévique et pour faire plaisir à Clémenceau qui le lui demande instamment. Les Grecs de Russie reçoivent les troupes grecques avec enthousiasme mais, après leur évacuation, nombre d'entre eux sont obligés de les suivre.

L'attitude bolchévique à l'égard de l'invasion de l'Asie Mineure par les troupes grecques, en 1919-1922, fut hostile. Lénine donna son appui à la résistance turque de Mustafa Kemal. De plus, la *Fédération communiste balkanique* demanda au KKE (Parti communiste de Grèce) de faire une intense propagande contre cette guerre impérialiste, auprès des troupes grecques qui combattaient en Asie Mineure. Contrairement à ce qui s'était passé en 1919, en Russie méridionale où, selon les auteurs soviétiques, la propagande bolchévique ne put entamer le moral des troupes grecques, en Asie Mineure la propagande communiste aida à la défaite des Grecs. Alors, le gouvernement d'Athènes, en été 1922, arrêta tous les membres du comité central du KKE pour trahison. Néanmoins, l'auteur passe sous silence l'important témoignage du leader communiste grec Iannis Kordatos, qui reçut, en 1922, un envoyé du gouvernement soviétique et du Comintern. Cet envoyé lui dit que les Soviets étaient prêts à lâcher Kemal, à soutenir la Grèce et à l'aider à la faire sortir de l'impasse de la guerre contre la Turquie; « comme contrepartie de ce soutien, le gouvernement soviétique demande sa reconnais-

sance [par le gouvernement grec], même *de facto* ». (D. Kitsikis, *Propagande et pressions en politique internationale. La Grèce et ses revendications à la Conférence de la Paix, 1919-1920*, Paris, Presses universitaires de France, 1963, p. 69).

Le 31 août 1923, Mussolini envahit l'île grecque de Corfou. Tandis que l'Angleterre et la France soutinrent la Grèce, il n'en fut pas de même pour l'URSS dont la presse soutint l'Italie. Mussolini déclara alors: « la compréhension entre l'Italie et la Russie est excellente. Pendant l'incident de Corfou, la presse russe fut la seule de toute la presse mondiale, à prendre position en faveur de l'Italie. Le gouvernement italien n'a pas d'objection de reconnaître l'actuel gouvernement russe *de jure* » (p. 134). Finalement, la Grèce, à son tour, reconnut *de jure*, l'URSS, le 8 mars 1924. On voit que l'attitude de Moscou, à l'époque, tournait autour de sa reconnaissance diplomatique par les autres pays. Il s'agissait d'un objectif capital, qu'il lui fallait atteindre en priorité.

Pendant la dictature de Pangalos, en 1925-1926, les relations avec l'URSS s'envenimèrent. Pangalos interdit le KKE, lequel reconnut qu'il luttait pour la sécession de la Macédoine et de la Thrace. Plus de 800 communistes furent emprisonnés ou exilés dans les îles. Pangalos arrêta également pour espionnage, un employé de la légation soviétique à Athènes. Néanmoins, les Russes ménagèrent la personne même du dictateur et déclarèrent que, sans l'intervention personnelle de Pangalos, l'employé soviétique n'aurait pas été relâché. De fait, le 23 juin 1926, fut signé le premier accord commercial gréco-soviétique.

L'expérience de la période de la dictature de Pangalos, confirma le fait que Moscou acceptait d'entretenir de bons rapports d'État à État avec un pays capitaliste, même si le parti communiste du pays en question, était persécuté. Après la chute de la dictature, en août 1926, le KKE redevint légal. Pourtant, les relations inter-étatiques entre Moscou et Athènes, passèrent par une nouvelle crise. Le gouvernement parlementaire grec demanda que l'accord commercial fût révisé, au grand dam

du gouvernement de Moscou. Ce dernier interpréta cette action, en notant que le gouvernement parlementaire était plus étroitement lié à Londres que le gouvernement dictatorial. Or le 27 mai 1927, l'Angleterre avait rompu ses relations diplomatiques avec l'URSS. Le 12 juin 1928, la convention commerciale gréco-soviétique, établie sous Pangalos, fut rejetée par le Parlement grec.

Après le retour au pouvoir d'E. Vénizélos, en 1928, les relations entre les deux pays s'améliorèrent considérablement. À la fin de 1932, l'URSS employait pour ses transports de marchandise, 30 à 35% du tonnage total de la marine marchande grecque. Le pavillon grec était le principal pavillon des navires étrangers loués par Moscou. Pourtant, Vénizélos avait pris, dès le départ, des mesures répressives contre le KKE.

L'ouvrage est extrêmement détaillé et constitue une mine d'informations sur les relations gréco-soviétiques de l'entre-deux-guerres. De plus, c'est la première fois que la documentation en langue russe est mise à contribution et, qui plus est, de façon exhaustive, pour le traitement du sujet. On a ainsi une vision complémentaire de la politique grecque, telle que perçue par Moscou.

Le reproche essentiel que l'on peut faire à cette étude est qu'elle ne possède aucune conclusion, bilan ou synthèse. Le lecteur est entraîné dans le labyrinthe d'une description fort détaillée, sans que l'auteur l'aide le moins du monde à s'élever au dessus de la mêlée, pour jeter un coup d'oeil d'ensemble sur le sujet. Il doit lui-même procéder à cette synthèse. Si l'étude avait été présentée comme thèse de doctorat au Canada ou aux États-Unis, elle

aurait été probablement rejetée. Heureusement pour nous qu'elle a été présentée et acceptée dans une université allemande. Le système nord-américain sacrifie souvent la documentation en faveur de l'organisation du travail, selon les règles de présentation qui peuvent, d'ailleurs, être contestables. Un ouvrage scientifique n'étant pas une oeuvre d'art, nous préférons pour notre part, cet ouvrage « lourd » et par le nombre de ses pages et par l'arrangement de sa matière, mais qui n'en est pas moins essentiel, par son apport documentaire, à une version, plus élégante peut-être, mais fortement élaguée.

Dimitri KITSIKIS

*Département d'histoire  
Université d'Ottawa*